

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22049 - 81ÈME ANNÉE

## Distribution d'aides pour compenser la hausse des profits des compagnies pétrolières : quelle pertinence de la dépense publique ?



La hausse brutale des carburants n'est pas un simple accident économique. Elle met à nu une dépendance structurelle héritée d'un modèle imposé : celui d'un territoire maintenu sous perfusion d'importations, au bénéfice d'intérêts extérieurs. La récente explosion du prix du gazole hors taxe en est une illustration flagrante. Derrière le prétexte des tensions internationales, ce sont des marges qui augmentent. Dans ce contexte, la proposition de financer par l'argent public une baisse du prix des carburants apparaît pour ce qu'elle est : une impasse. Subventionner les prix, c'est accepter le système tel qu'il fonctionne. C'est faire payer la population pour compenser les abus de quelques-uns. C'est, en réalité, organiser la dépendance au lieu de la combattre.

Ce choix envoie un message dangereux aux compagnies pétrolières : vous pouvez augmenter vos prix, les collectivités paieront pour maintenir la paix sociale. On ne régule pas, on compense avec l'argent public. Il y a de quoi interroger la Chambre régionale des comptes sur la pertinence de cette dépense publique.

La distribution d'aides de la Région Réunion par Didier Robert pour acheter des billets d'avion pour la France a contribué à maintenir des prix élevés tout en subventionnant de plusieurs millions d'euros par an les compagnies aériennes desservant la France depuis La Réunion. Les compagnies aériennes n'avaient aucun intérêt à baisser leurs prix avec

l'assurance d'une manne pour subventionner les billets d'avion compensant des tarifs très élevés

Logique d'assistance et de résignation

La flambée des carburants révèle une dépendance économique profonde, entretenue au profit d'intérêts extérieurs. Subventionner les prix avec de l'argent public ne résout rien : cela légitime un système déséquilibré où la collectivité compense les excès de quelques acteurs. Plutôt que de réguler et transformer, on paie pour maintenir un ordre injuste, au risque d'ancrer durablement la dépendance.

La hausse brutale des carburants ne tombe pas du ciel. Elle n'est ni un simple effet de conjoncture ni une fatalité imposée par les seules tensions internationales. Elle agit comme un révélateur : celui d'un modèle économique imposé, fondé sur la dépendance aux importations et structuré pour servir des intérêts qui ne sont pas ceux de la population réunionnaise.

Augmentez vos prix, l'argent public achètera la paix sociale

L'explosion récente du prix du gazole hors taxe en dit long. Derrière les discours officiels, ce sont des marges qui s'ajustent à la hausse. Et face à cela, que propose-t-on ? D'utiliser l'argent public pour amortir le choc. Une réponse qui, sous couvert d'urgence sociale, enferme encore davantage le territoire dans une logique d'assistance et de résignation.

Car subventionner les carburants, ce n'est pas protéger durablement les citoyens. C'est accepter un système injuste sans le remettre en cause. C'est demander à la collectivité de payer pour compenser les dérives de quelques acteurs économiques. Autrement dit, c'est socialiser les pertes tout en laissant les profits se concentrer.

Ce mécanisme est dangereux. Il envoie un signal limpide aux compagnies pétrolières : augmentez vos prix, la puissance publique suivra pour éviter la contestation. On ne régule plus, on compense. On ne transforme pas, on colmate. Et pendant ce temps, la dépendance structurelle se renforce.

Le précédent de la « continuité territoriale »

L'histoire récente offre pourtant un précédent éclairant. La politique de distribution d'aides pour les billets d'avion vers la France a entretenu des tarifs élevés tout en injectant des millions d'euros publics dans les caisses des compagnies aériennes. Pourquoi ces dernières auraient-elles réduit leurs prix, alors même que la puissance publique garantissait un flux financier compensant le coût des billets ? Ce choix politique a non seulement consolidé un système inflationniste, mais il a aussi contribué à torpiller une alternative visant une baisse structurelle des prix. Cette mesure visait à constituer une clientèle pour Didier Robert. Elle a permis de casser le projet d'Air Austral de baisser les prix de 30 % toute l'année pour tout le monde sans subvention grâce à une structure différente reprise par French Bee ; long courrier low-cost.

A qui profite la dépense publique ?

Aujourd'hui, la tentation est la même : utiliser l'argent public pour masquer les effets d'un modèle défaillant. Mais cette stratégie n'est pas neutre. Elle oriente les ressources collectives vers le maintien d'un système injuste, au lieu de financer sa transformation. Elle prive le territoire d'une capacité d'action pour construire une autonomie réelle, énergétique comme économique.

La question de la pertinence de la dépense publique est donc centrale. À qui profite-t-elle ? Sert-elle à corriger les inégalités ou à les entretenir ? Dans le cas présent, le doute n'est pas permis. Injecter des fonds publics pour compenser la hausse des carburants revient à soutenir indirectement l'augmentation des profits des compagnies pétrolières.

Légitime d'exiger des comptes

Dans ce contexte, demander des comptes n'a rien d'accessoire, c'est une exigence démocratique. La saisine de la Chambre régionale des comptes s'impose pour examiner, sans complaisance, l'usage des fonds publics et mesurer leur véritable impact. Car derrière chaque euro engagé, il y a un choix politique : celui de corriger les déséquilibres ou de

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

## Le Programme alimentaire mondial lance HungerMap Live

# Crise au Moyen-Orient : risque de 45 millions de personnes supplémentaires en insécurité alimentaire

Le PAM ( Programme alimentaire mondial – agence du système de l'ONU) lance HungerMap Live, une plateforme utilisant l'IA pour anticiper la faim dans plus de 50 pays. En Afrique, la situation est critique. Dans le monde, 318 millions souffrent d'insécurité alimentaire, un chiffre pouvant atteindre 363 millions. Face à l'augmentation des famines extrêmes, l'outil vise à agir plus tôt, mais dépend de financements et de données suffisants

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé « HungerMap Live », une plateforme innovante destinée à mieux anticiper et combattre la faim dans le monde. Cet outil combine données de terrain, analyses et intelligence artificielle pour offrir une vision précise de l'insécurité alimentaire dans plus de 50 pays, à un moment où les besoins humanitaires augmentent fortement.

### Répercussions de la guerre au Moyen-Orient

En Afrique, la situation est particulièrement préoccupante. À Madagascar, près de 1,8 million de personnes sont exposées à un risque d'insécurité alimentaire. Plus largement, le continent reste l'un des plus vulnérables face aux chocs climatiques, économiques et aux conflits.

Au niveau mondial, environ 318 millions de personnes sont aujourd'hui confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Ce chiffre pourrait atteindre 363 millions dans les mois à venir, notamment en raison des répercussions de la guerre au Moyen-Orient, qui accentue les tensions sur les marchés alimentaires et les chaînes d'approvisionnement.

Grâce à HungerMap Live, le PAM entend mieux cibler les zones les plus touchées et intervenir plus rapidement. Mais l'organisation souligne que sans financements suffisants et sans données fiables, la lutte contre la faim reste compromise.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a lancé une nouvelle version de sa plateforme numérique « HungerMap Live », conçue pour renforcer la lutte contre la faim dans plus de 50 pays. Cet outil de nouvelle génération combine données,

analyses et modélisation prédictive afin de fournir une vision plus précise et actualisée de l'insécurité alimentaire mondiale, dans un contexte de besoins croissants et de financements humanitaires limités.

### 1,4 million de personnes touchées par une situation de famine extrême

Grâce à des capacités de prévision assistées par intelligence artificielle, HungerMap Live permet d'anticiper les besoins alimentaires dans 16 pays identifiés comme des « points chauds » de la faim. L'objectif est d'agir plus tôt et plus efficacement, alors que les situations de famine extrême (IPC5) ont fortement augmenté, passant de 85 000 personnes en 2019 à 1,4 million en 2025.

La plateforme s'appuie sur le travail de plus de 300 analystes du PAM ainsi que sur des données issues de partenaires fiables : statistiques gouvernementales, indicateurs climatiques, agricoles, économiques et systèmes internationaux de référence sur la sécurité alimentaire. Développée avec le soutien de Google, elle permet de répondre à trois questions clés : l'état actuel de la faim, les zones les plus critiques et les causes profondes de l'insécurité alimentaire.

### Anticiper les crises

HungerMap Live intègre également une dimension nutritionnelle innovante, en évaluant la qualité des régimes alimentaires et les risques de « faim cachée » liés aux carences en micronutriments, grâce à un partenariat avec la Fondation Gates.

Pour le PAM, cet outil marque un tournant. Il permet non seulement de réagir aux crises, mais aussi de les anticiper. Toutefois, l'organisation alerte sur la baisse inquiétante des financements dédiés à la collecte de données, essentielle pour maintenir un système d'alerte précoce fiable et éviter que la faim ne coûte davantage de vies.

# Oté

## Lo sanss lintéré zénéral !!

Mézami défoi ni panss nou lé dann in drol sossyété pars lé pa touzour ké sak lé o komann bann zafèr piblik néna zistoman lo sanss lintéré zénéral konm prinssip pou diriz zot lakssion. Kossa sa i lé oziss ? Mi panss dabor néna souvan in kontradikssion rant lintéré partikilyé é lintéré zénéral. Lintéré zénéral i doizète lo poinnvizé lakssion piblik, kékshoz ki fé ké bann déssizion politik i sava dann sanss lintéré la majorité d'moune.

Mé si ni ékout demoune apré kozé kissoi dann radio kissoi an parmi l'moune i diré pa lintéré zénéral i fé parti d'bann prinssip mazoritèr dann lakssion piblik. Wi antan mèm demoune apré dir shakinn i rode son lintéré é son konvikssion i sava zistoman dann sanss son lintéré privé.

Mi trouv lé domaz lé pa touzour ke l'moune i pran lintéré zénéral konm far pou éklèr la rout lakssion piblik. Mi diré mèm souvan défoi déssèrtin résponsab i assir dsi lo prinssip épi i détourn sa an zot favèr azot. Mi trouv ankor pli domaz ké pou déssèrtin é an parmi bann zadministré sa lé normal é zot i oi sa konm lo méyèr fasson pou azir. I ariv amwin d'antann in pé lé pa loin d'konsidèr sak i rode lintéré zénéral konm in inbéssil pars zot i dévir lo do zot prop intére.

Astèr lo prinssip lintéré zénéral sa i konpran la téori épi la pratik. Dann la téotrisé lo fondlman lakssion publik, mé sa i anpèsh pa bann kou tordu é opliss i sava opliss ni konstate bann zaktèr piblik i tonb sou lo kou d'violassion lo droi é i déjènèr souvan dann sanss lo profi privé.

Astèr dann in sossyété néo-kolonyalist konm sak ni koné lé pa rar bann zaktèr piblik i rant an plin dann sèrviss lintéré partikilyé bann néo kolonyalist é sé konmsa lo sistèm i prézèrv ali kont tout violassion lo sistèm néokolonyal. Normal vi ké nou lé dann in sossyété néokolonyal é sossyété la i koné défann son zintéré ziska in zour i apèl domin.

A bon antandèr salu !

*Justin*